

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec — XXXV — Chute de Taschereau*. Montréal et Paris, Fides, 1966. \$3.50. 252 p.

André Lavallée, L. ès L.

Volume 20, Number 1, juin 1966

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302551ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302551ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lavallée, A. (1966). Review of [RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec — XXXV — Chute de Taschereau*. Montréal et Paris, Fides, 1966. \$3.50. 252 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 20(1), 126–128.
<https://doi.org/10.7202/302551ar>

RUMILLY, Robert, *Histoire de la province de Québec — XXXV — Chute de Taschereau*. Montréal et Paris, Fides, 1966. \$3.50. 252 pages.

Au gré des événements quotidiens qu'une plume moins habile et un souci moins aigu d'être entendu de ses lecteurs risqueraient d'alourdir, de rendre même incohérents et inintelligibles, Robert Rumilly sait faire revivre adroitement à ses contemporains le passé de leurs villes, de leur province et de leur pays. Ce passé humain, cette histoire mystérieusement sourde et à la fois pleine d'enseignement, il veut l'insérer dans un contexte d'interdépendance des hommes et des circonstances qui oblige les chefs de file et leurs collaborateurs, alors même que ces derniers se donnent ou veulent donner aux autres l'illusion qu'ils orientent tout, qu'ils dirigent et qu'ils décident tout sans aide et sans influence extérieures.

La *Chute de Taschereau*, vol. XXXV, col. "Histoire de la Province de Québec", de Robert Rumilly vient de paraître aux éditions Fides. En voyant ce titre, en gros caractères, un lecteur averti aura sans doute pensé à cette longue dynastie libérale des Marchand, Parent, Gouin et Taschereau qui dirigea les destinées politiques du Québec durant plus de quarante ans. En lisant ce volume, tous auront compris que 1936 fut une année de crise qui emporta dans son élan des hommes politiques enlisés dans la routine du patronage et incapables de se ressaisir pour répondre au besoin d'un "ordre nouveau" que réclamait une population déroutée et épuisée par le marasme économique qui avait suivi les années folles de l'après-guerre.

A l'instar des nombreuses publications antérieures, dont *Sir Wilfrid Laurier*, *Mercier*, *Chapleau*, *Les Castors*, et *1914*, la *Chute de Taschereau* révèle chez son auteur une interprétation anthropocentrique de l'histoire. Il se soucie du détail opportun qui, malgré des apparences parfois anodines, vient démontrer l'importance des circonstances particulières comme des situations générales, des relations familiales ou amicales et des intérêts politiques, économiques et sociaux qui s'entremêlent pour conditionner la vie des individus et la marche des nations. Robert Rumilly voudrait nous faire constater les faits; il veut qu'on se souvienne bien plus qu'il ne veut affirmer. Et si, à l'occasion, il écrit que "les peuples n'ont pas de mémoire", il constate alors une réalité avec laquelle l'historien comme le politicien et le prédicateur doit composer. D'ailleurs, il sait fort bien que ce sont des hommes et non des peuples qui le liront.

Taschereau fut le nom d'un premier ministre, bien sûr ; il fut aussi celui d'un "administrateur de la Sun Life" ; mais il fut peut-être davantage comme le symbole d'une époque de l'histoire des Québécois, un nom qu'on ne pouvait alors et qu'on ne saurait encore prononcer sans oser l'associer à la dure réalité de la crise économique des années 30, sans penser aux amitiés coûteuses des trusts et des politiciens (le procureur général était aussi administrateur de la Mutual Life), sans se souvenir enfin des pénibles tentatives de colonisation dans les territoires du Nouveau-Québec. Ce fut en somme le nom d'un régime politique qui dura plus de quinze années au cours desquelles le népotisme s'accommoda mieux des circonstances et des hommes que le nationalisme.

Toutes ces réminiscences d'un passé récent mais déjà oublié par plusieurs citoyens (parce que les peuples n'ont pas de mémoire), l'auteur de *l'Histoire de la Province de Québec* les fait surgir d'une façon intéressante dans notre esprit en expliquant la chute de Taschereau. Plutôt que de se cloisonner dans les cadres étroits d'une histoire exclusivement régionaliste qui risquerait de sombrer dans l'insipidité et la partialité, faute de remonter aux causes réelles des événements, Robert Rumilly scrute copieusement les discours, les communiqués, les articles de journaux et même quelques sermons qui nous font découvrir les incidences réciproques des politiques gouvernementales, des spéculations financières et de l'action des groupes de pression ainsi que les "acroc" faits au droit constitutionnel et aux droits des citoyens par l'action des gens intéressés. C'est pourquoi les anecdotes et les exemples foisonnent dans la *Chute de Taschereau* de ces journalistes à la solde des partis politiques qui se sont découverts une mission grandiose d'éclairer l'opinion publique, de ces entrepreneurs magnanimes, créateurs d'emplois pour ouvriers en chômage et qui, à l'occasion, comme M. Purvis, "représentant le trust international des munitions", sont chargés de présider des commissions d'enquête, en l'occurrence, la "Commission du chômage permettant de camoufler un inventaire de l'industrie canadienne utilisable en temps de guerre".

Dans sa description, et pour mieux faire comprendre l'imbroglio politique, économique et social que constitua l'année 1936, Robert Rumilly ne se contente pas d'exposer des scandales ; il rappelle encore l'imposture des relations diplomatiques entre l'Angleterre et l'Italie qui risquait, à chaque instant d'entraîner les Canadiens dans une guerre éventuelle ; il établit un parallèle entre les résultats des élections fédérales et des autres provinces qui

pouvaient influencer le scrutin prochain dans la province de Québec. Enfin, il consacre une bonne partie de ce volume aux efforts des intellectuels pour l'instauration d'un ordre nouveau attendu avec impatience. L'occasion est ainsi bien choisie pour démontrer une fois de plus que chaque période de crise, dans la province de Québec, s'assortit de manifestations nationalistes, d'une volonté accrue d'indépendance à laquelle refusent de s'associer les hommes en place. Clarence Hogue mène-t-il dans *Le Devoir* une campagne en faveur de "l'achat chez nous", il s'attire une polémique violente avec H. M. Caserman, secrétaire général du Jewish Congress. Tandis que Victor Barbeau enrage de voir ses compatriotes réduits au rôle de serviteurs dans leur propre pays, dans leur propre demeure; tandis que les Jeune Canada réclament l'indépendance économique des Canadiens français et que l'hebdomadaire *La Nation*, sous la plume de Paul Bouchard ou de Jean-Louis Gagnon, prêche l'idéal séparatiste avec toutes les outrances d'expression, l'abbé Groulx insiste dans son enseignement et dans ses conférences sur la corrélation de l'économie et du national. Entre deux voyages, l'un en Europe, l'autre sur la côte du Pacifique, le cardinal Villeneuve met ses âmes en garde en déclarant: "Les groupements d'action catholique peuvent faire de l'action nationale, lorsque celle-ci est subordonnée à une fin religieuse." Du même coup, sans le dire explicitement, Robert Rumilly nous a cité le plus bel exemple de messianisme qui fut assigné aux Canadiens français. Et il est tout justifié d'écrire alors: "La part du monde ecclésiastique et des influences religieuses reste donc prépondérante dans la vie intellectuelle du Canada français."

Néanmoins, l'intervention du cardinal Villeneuve ne fut pas entendue puisque le curé Lavergne de Notre-Dame-de-Grâce fit chorus pour l'Union Nationale et qu'il écrivit même des discours pour Ernest Grégoire. Faute d'un gouvernement subordonné à une fin religieuse, les électeurs donnèrent une confortable majorité au parti de Maurice Duplessis.

ANDRÉ LAVALLÉE, L. ès L.,
professeur au Collège Sainte-Marie
de Montréal.